



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N°160 29 MAI 2019

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

RISQUES DE
CRISE
ALIMENTAIRE EN
AFRIQUE DE
L'EST

MAURITANIE :
INAUGURATION DE
LA CENTRALE
HYBRIDE SOLAIRE -
THERMIQUE DE
KIFFA

COTE D'IVOIRE :
NETTE
PROGRESSION DES
RECETTES DU PORT
DE SAN-PEDRO

TANZANIE : SIGNES
ENCOURAGEANTS
DE REPRISE DU
SECTEUR BANCAIRE

CAP-VERT : HAUSSE
DE LA CIRCULATION
DE MARCHANDISES
DANS LES PORTS DU
PAYS AU T1 2019

CONGO-BRAZZAVILLE :
LA SNPC SIGNE DES
MoU AVEC DEUX
SOCIETES PETROLIERES
RUSSES

RWANDA : LE
PAYS REJOINT LE
CENTRE DE
DEVELOPPEMENT
DE L'OCDE

OUGANDA :
RETRAIT DU
FINANCEMENT
ALLEMAND DU
FONDS POUR LES
REFUGIES

« AMBITION
AFRICA » 2019
A PARIS DU 09
AU 10 OCTOBRE
2019



MINISTÈRE
DE L'EUROPE ET DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

ACTUALITE REGIONALE

▼ **Augmentation des échanges de la France avec le Burkina Faso et le Niger au 1^{er} trimestre 2019**

Au 1^{er} trimestre 2019, les exportations de la France vers le Burkina Faso ont augmenté de 12,5% par rapport au T1 2018 pour s'établir à 71,1 M EUR, tandis que les importations françaises en provenance du Burkina Faso ont augmenté de 24,4% pour s'établir à 4,7 M EUR (solde positif de 66,4 M EUR pour la France). Au 1^{er} trimestre 2019, les exportations de la France vers le Niger ont diminué de 27,7% par rapport au T1 2018 pour s'établir à 25,6 M EUR, tandis que les importations françaises en provenance du Niger ont fortement augmenté de 656,3%, pour s'établir à 5,2 M EUR, en lien avec la reprise en compte statistique des achats d'uranium (un solde positif de 20,3 M EUR pour la France).

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ **Risques de crise alimentaire en Afrique de l'Est**

L'Afrique de l'Est connaît une période de sécheresse marquée par une baisse de la pluviométrie d'environ 50% par rapport à la moyenne au cours de la période de mars à mai, période des grandes pluies. Selon l'analyse du réseau du système d'alerte rapide aux risques de famine (FEWS NET), cette situation devrait se traduire par une baisse de production agricole et une détérioration de la situation alimentaire pour les populations les plus vulnérables. Dans les régions agricoles périphériques du Kenya, les rendements des cultures devraient être de 50% inférieurs à la moyenne et, dans les zones pastorales, la rareté des pâturages devrait conduire à une aggravation des tensions intercommunautaires. Certaines régions en Ethiopie et dans le sud de la Somalie devraient également être en situation de crise, tandis que le nord et le centre de la Somalie devraient se trouver en situation d'urgence (dernier niveau avant la situation de famine).

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ Le Congo-Brazzaville active le Comité national de la dette publique (CNDP)

Le démarrage imminent des travaux du CNDP répond aux exigences du FMI et des recommandations des partenaires techniques et financiers qui ont rapporté les nombreuses failles dans la gestion de la dette publique, notamment l'absence d'une stratégie de gestion et le manque de transparence sur certaines opérations d'endettement extérieur. Créé en 2008, le CNDP a pour mission de coordonner la gestion de la dette publique répartie entre plusieurs entités, à savoir la Caisse congolaise d'amortissement, le Trésor public et le cabinet du ministère des Finances et du Budget. Ces entités sont en charge respectivement de la dette extérieure, de la dette intérieure et des opérations spécifiques telles que les emprunts obligataires.

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : nomination de Christopher Loewald au comité de politique monétaire

Suite à la démission en janvier 2019 du gouverneur adjoint François Groepe, en charge des questions de stabilité financière, le Comité de Politique Monétaire (CPM) de la Banque centrale ne comptait plus que cinq membres. Pour mémoire, la constitution prévoit que le CPM soit constitué de sept membres : le gouverneur, ses trois adjoints, ainsi que trois hauts fonctionnaires de la banque nommés par le gouverneur. Jeudi 23 mai, le Dr Christopher Loewald a été nommé par le gouverneur, Lesetja Kganyago, pour rejoindre le CPM à compter du 1^{er} juin 2019. Avant de rejoindre la Banque centrale en 2011, M. Loewald a occupé différents postes au Trésor sud-africain. A la Banque centrale, il est actuellement responsable du département de l'élaboration des politiques et de la recherche, en charge des prévisions, de l'analyse économique et de la rédaction de la revue de politique monétaire.

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : maintien du taux directeur à 6,75%

Le jeudi 23 mai, lors du comité de politique monétaire, la Banque centrale a décidé de maintenir le taux d'intérêt directeur inchangé à 6,75% dans un contexte de modération des tensions inflationnistes dans le pays. En effet, la Banque centrale a modifié ses perspectives d'inflation à moyen terme (4,6% en 2019 et 5,1% en 2020 – en baisse de 0,2 point de pourcentage chacune). Dans le même temps, la SARB a annoncé une révision à la baisse de ses perspectives de croissance pour 2019 (à 1% contre 1,3% attendu en mars dernier). Elle justifie cette décision par un ralentissement prononcé de la croissance au premier trimestre 2019. Ce ralentissement est attribuable à la faiblesse de l'activité ainsi qu'à la baisse de la confiance et du pouvoir d'achat des ménages. Dans son rapport, l'institution souligne que les problèmes de l'économie sud-africaine sont essentiellement structurels (dégradation de l'environnement des affaires, offre d'électricité réduite, augmentation de la dette publique) et que les outils de politique monétaire ne sont pas opérants pour les résoudre.

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ Angola : ralentissement de l'inflation à 4,4% en avril

Selon un rapport publié cette semaine par la Banque centrale, la dette publique angolaise a atteint 85,2 Mds USD fin 2018, soit 79,7% du PIB. Cela représente une augmentation de 14,5% par rapport au montant enregistré fin 2017. Cette progression s'explique essentiellement par l'augmentation de la dette publique extérieure, qui s'élève désormais à 51,4 Mds USD (48,1% du PIB) contre 38,5 Mds USD en 2017, soit une progression de plus de 33%. La dette intérieure est quant à elle passée de 35,9 Mds USD (29,4% du PIB) en 2017 à 33,8 Mds USD (31,6% du PIB) en 2018.

mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ Zambie : augmentation du taux directeur à 10,25%

Lors du comité de politique monétaire du 22 mai 2019, la Banque centrale a décidé de rehausser le taux directeur de 50 points de base à 10,25%, revenant donc sur la baisse opérée en janvier 2018. Au mois d'avril, le taux d'inflation s'élevait à 7,7% sur un an et, à moyen terme, l'inflation devrait dépasser la cible établie par la Banque centrale (entre 6% et 8%) en raison de la matérialisation de plusieurs risques (faibles volumes de la récolte de maïs, creusement du déficit budgétaire, augmentation du service de la dette et érosion des réserves de change). Pour mémoire, le déficit public s'est élevé à 7,6% du PIB en 2018 (contre les 6,1% initialement attendus).

mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : rapport sur la situation d'exécution du budget et de la trésorerie de l'Etat au 1^{er} trimestre 2019

L'exécution du budget de l'Etat au 31 mars 2019 présente 596,1 M EUR en recettes et 588,6 M EUR en dépenses, pour des prévisions respectives, sur la base de la loi de finances initiale 2019, de 3 Mds EUR et de 3,4 Mds EUR. Cela représente un taux global de mobilisation des recettes de 20% contre 18,3% à la même période en 2018. Les recettes propres (en hausse de 47 M EUR) ont été recouvrées à hauteur de 563,9 M EUR et les recettes extraordinaires (en baisse de 24,5 M EUR) à hauteur de 32,2 M EUR. En définitive, la situation d'exécution du budget de l'Etat au 31 mars 2019 dégage une épargne de 116,8 M EUR et un solde budgétaire global excédentaire de 7,6 M EUR.

michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ Cap-Vert : hausse de la circulation de marchandises dans les ports du pays au T1 2019

Selon l'autorité portuaire cap-verdienne, les ports du pays ont enregistré une augmentation de 13,3% de la circulation de marchandises par rapport au T1 2018, pour atteindre 644 038 tonnes. Les mouvements de conteneurs ont cru de 17% sur un an et ceux de navires de 2%. Le nombre de passagers en revanche reste relativement stable (+0,3%), à 236 389 sur le premier trimestre.

lucile.porte@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : nette progression des recettes du port de San-Pedro

Les recettes du port autonome de San-Pedro pour l'année 2018 se sont élevées à 762 M EUR, contre 457 M EUR en 2010, a indiqué son Directeur général (DG). Le Port a également vu son trafic global être multiplié par 4 par rapport à son niveau de 2010, pour atteindre 4,5 millions de tonnes en 2018. Le DG a par ailleurs évoqué l'extension du terminal à conteneurs et la construction d'un terminal industriel polyvalent pour permettre au port de se conformer aux standards internationaux à l'horizon 2035. Pour rappel, le port autonome de San-Pedro est au 1^{er} rang mondial des ports exportateurs de fèves de cacao et le 2^{ème} port du pays en termes de tonnage, derrière le port autonome d'Abidjan.

✉ alpha.ly@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : 1 300 Mds FCFA payés à 10 170 fournisseurs dans le cadre de l'apurement de la dette intérieure

Dans le cadre de l'apurement de la dette intérieure, un montant de 1 338 Mds FCFA (2 Mds EUR) vient d'être payé à 10 170 fournisseurs a annoncé le ministre de l'Economie et des Finances le 17 mai dernier. Le ministre a d'ailleurs souligné que les paiements aux fournisseurs se font par virement bancaire pour des raisons de transparence. Pour rappel, l'Etat de Côte d'Ivoire avait déjà procédé, en juillet 2018, à un paiement de 633 Mds FCFA (965 M EUR) à 9 617 fournisseurs. Selon le FMI, la dette publique du pays s'élevait à 52,2% du PIB en 2018, et devrait connaître une baisse pour s'établir à 50,9% du PIB en 2019, soit à un niveau inférieur au critère de convergence de 70% de l'UEMOA.

✉ alpha.ly@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : le ministre de l'Economie et des Finances annonce une prévision de croissance de 7,5% pour 2019

Le ministre de l'Economie et des Finances a annoncé que la croissance projetée par le gouvernement s'établissait à 7,5% pour 2019. Cette prévision est en baisse par rapport aux annonces du Premier ministre en mars dernier, qui tablait sur un taux de croissance de 7,7%, mais reste légèrement au-dessus de la prévision du FMI à 7,4%. Malgré cette dépréciation, l'économie ivoirienne reste l'une des plus dynamiques du continent. Le ministre de l'Economie s'est notamment félicité de la maîtrise de l'inflation (moins de 1% en ce début d'année) et du maintien de la dette en dessous du seuil de 70% de l'UEMOA.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ Sénégal : résultats financiers record pour le port autonome de Dakar

Le port autonome de Dakar (PAD) a enregistré un bénéfice après impôts de 6,3 Mds FCFA (9,6 M EUR) en 2018, après 1,4 Md FCFA (2,1 M EUR) en 2017, soit une hausse de 342%. Le PAD enregistre un chiffre d'affaires de 56 Mds FCFA (85,4 M EUR) en 2018, en hausse de 15% sur un an, et le taux de rentabilité (résultat net/CA) atteint 11,1% après 2,9% en 2017. Le PAD a contribué à hauteur de 3 Mds FCFA (4,5 M EUR) aux recettes fiscales de l'Etat en 2018, après 695 M FCFA (1,1 M EUR) en 2017.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mauritanie : le Conseil d'administration du FMI adopte la 3^{ème} revue du programme de la FEC**

Le Conseil d'administration du FMI a approuvé la 3^{ème} revue de l'accord au titre de la facilité élargie de crédit (FEC) en faveur du pays. Cette décision permet aux autorités de bénéficier d'un décaissement d'environ 22,8 M USD, ce qui porte le total des décaissements liés au FEC à environ 91,3 M USD. L'exécution du programme est satisfaisante. La croissance devrait s'établir à 6,7% en 2019 contre 3,6% en 2018, et les autorités sont arrivées à dégager des excédents budgétaires qui devraient alimenter les secteurs sociaux. La dette publique est maintenue en «risque élevé», mais les perspectives s'améliorent. La dette extérieure diminue pour la première fois depuis 2011, pour s'établir à 69,3% en 2018.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : vers la signature d'un nouvel accord avec le FMI**

Les autorités kenyanes seraient en voie de conclure un nouvel accord dit de *Stand-by Arrangement* (SBA) avec le FMI. Ce type de programme vise à prévenir toute tension excessive sur la balance des paiements via la mise en place d'une ligne de crédit de précaution libellée en devises. Alors que le SBA précédent d'un montant d'1 Md USD avait pris fin à l'automne 2018 à la suite du refus des autorités de revenir sur l'encadrement des taux d'intérêts, les négociations en cours pour aboutir à un nouveau programme porteraient sur la mise en œuvre de mesures alternatives devant permettre de favoriser l'inclusion financière des PME par la mise en place d'un fonds de garantie. Ce fonds devrait permettre de couvrir une partie du risque fiduciaire et de ramener ainsi à la baisse les taux d'intérêts auxquels les PME peuvent emprunter. La signature d'un nouvel accord avec le FMI est cruciale pour le Kenya en termes de coût de refinancement de la dette, la dernière émission d'Eurobonds ayant été supportée par la perception du marché qu'un nouvel accord serait conclu d'ici à l'été 2019.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Erythrée : première mission du FMI au titre de l'article IV depuis 2009**

La mission de consultation du FMI au titre de l'article IV, qui n'avait pas eu lieu depuis dix ans en Érythrée, s'est déroulée du 13 au 22 mai 2019. En dépit d'un manque de données statistiques, le FMI estime que le PIB annuel s'établit désormais à 2,2 Mds USD. Du fait de son isolement international jusqu'à la levée des sanctions fin 2018, l'économie érythréenne se trouve dans une situation financière très fragile (endettement public estimé à 267% du PIB, vulnérabilité du secteur bancaire et manque de devises étrangères). Le FMI, qui se dit prêt à appuyer de nouvelles réformes économiques, reste cependant confiant quant aux perspectives de croissance, notamment grâce à la mise en exploitation de la mine de potasse du Danakil.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Tchad : lancement d'un projet d' « amélioration de la gouvernance économique pour une plus grande efficacité des politiques publiques »

Le Cercle de réflexion et d'orientation sur la soutenabilité de l'économie tchadienne (CROSET) a organisé un atelier pour le lancement de ce projet dont les activités principales sont financées par le Service de coopération et d'action culturelle (SCAC) de l'Ambassade de France, et portent sur la sensibilisation aux sujets d'amélioration de la gouvernance économique, par des émissions radiodiffusées, des conférences-débat, la diffusion et la réalisation de court-métrages, et le plaidoyer, dans deux régions du Tchad.

✉ couleaudc@afd.fr

▼ Côte d'Ivoire : instauration d'une taxe de développement touristique

Le ministre ivoirien du Tourisme et des Loisirs a annoncé la création d'une taxe de développement touristique. Cette taxe servira à alimenter un fonds de financements pour le développement du secteur touristique dans le pays. Le fonds servira à soutenir le programme « Sublime Côte d'Ivoire », dont l'objectif est le développement du potentiel touristique de la Côte d'Ivoire à l'horizon 2025. A l'image des taxes sur le secteur routier, les autorités espèrent que l'apport de financements pourra faire émerger des entreprises dans le secteur touristique. Pour rappel, le programme « Sublime Côte d'Ivoire » regroupe 18 projets estimés à 3 200 Mds FCFA (4,9 Mds EUR).

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : signes encourageants de reprise du secteur bancaire

Selon la Banque Centrale de Tanzanie (BoT), le crédit domestique aurait enregistré une hausse de 6,9% sur les 12 mois entre mars 2018 et mars 2019, contre 1,1% sur la période précédente. En 2016-2017, le secteur bancaire avait pâti de la croissance du ratio de prêts non performants. Celui-ci avait atteint 12,5% de la valeur des prêts fin 2017 selon la BoT, dont l'effort de régulation a permis d'amorcer l'assainissement du secteur - le FMI soulignait néanmoins en décembre 2018 la persistance des risques financiers. Plusieurs banques ont annoncé une progression de leur résultat net en 2018, dont la CRDB Bank, principale banque commerciale du pays (+77% par rapport à 2017).

✉ philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : révision à la baisse des recettes générées par le SGR en 2018

Selon les dernières données publiées par le *Kenya National Bureau of Statistics* (KNBS), les revenus du *Standard Gauge Railway* (SGR) reliant le port de Mombasa au port sec d'Embakasi à Nairobi auraient été de 57,2 M USD pour l'année 2018, dont 16,1 M USD pour le transport de passager et 41,1 M USD pour le transport de fret. Ces chiffres sont en contradiction avec le précédent rapport de KNBS en date d'avril 2019 faisant état de revenus totaux de 102,4 M USD en 2018, dont 86,3 M USD pour le transport de fret. La révision à la baisse du trafic de container de 5 à 2,9 M de tonnes est à l'origine de cette diminution de 44% des revenus totaux du SGR pour l'année 2018. Pour rappel, mai 2019 marque le cinquième anniversaire de la signature du contrat du SGR, marquant également la fin de la période de grâce de la tranche commerciale du prêt contracté auprès de l'*Exim Bank of China* pour un montant de 1,6 Md USD, tandis la gestion du SGR, confié à une société chinoise, coûterait près de 120 M USD par an.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : consolidation au sein du secteur bancaire

Après l'approbation de la fusion entre CBA et NIC, c'est au tour de la *Kenya Commercial Bank* (KCB) d'annoncer sa volonté d'absorber la banque publique *National Bank of Kenya* (NBK) en s'appuyant sur un swap d'1 action KCB pour 10 actions NBK, évaluant donc la valeur de cette dernière à 66 M USD. Cependant, la décision du *National Treasury* de convertir les actions préférentielles de NBK dont lui-même et le *National Social Security Fund* (NSSF) disposent augmenterait la part de l'Etat dans l'actionnariat de 70,6% à 93,0%, sachant qu'une fois que 75% des parts de NBK seront reçues par KCB, NBK sera automatiquement délisté de la bourse de Nairobi. Si cette manœuvre pouvait sécuriser la fusion, les actionnaires minoritaires se sont d'ores et déjà opposés à la dilution de leurs parts. Si la *Capital Market Authority* a d'ores et déjà donné son accord pour le projet, la *Competition Authority of Kenya* et la CBK doivent encore se prononcer d'ici à juillet 2019. De plus, l'absence de concertation avec la *Privatisation Commission*, en contradiction avec les dispositions du *Privatisation Act 2005*, alimente l'opposition de certains parlementaires.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Rwanda : le pays rejoint le Centre de développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)**

Le pays est-africain, qui avait déposé sa demande d'adhésion au centre en novembre 2018, est ainsi devenu le 55^{ème} membre de cette plateforme indépendante de partage des connaissances et de dialogue, permettant aux pays membres de l'OCDE et aux économies en développement de collaborer sur un pied d'égalité. Le Rwanda est représenté à la cinquième réunion de haut niveau du Comité directeur du Centre de développement de l'OCDE par la ministre du commerce et de l'industrie, Soraya Hakuziyaremye. « Le Rwanda ambitionne d'apprendre et de tirer les enseignements du Centre de l'OCDE, notamment en ce qui concerne les normes commerciales et l'éthique commerciale, en vue d'améliorer son climat des affaires », a souligné le ministre rwandais des Affaires étrangères et de la Coopération Richard Sezibera dans une déclaration à la presse. Le Centre de développement de l'OCDE, créé en 1961, constitue une enceinte stratégique de dialogue et d'interaction entre les pays membres et les pays non membres de l'OCDE, notamment autour des stratégies de développement et d'inclusion sociale. Cet organe regroupe 57 pays membres : 27 pays de l'OCDE et 30 pays en développement et émergents d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie.

✉ philippine.de-breuvand@diplomatie.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENT

▼ Cameroun : Barry Callebaut soutient les producteurs de cacao

Présent au Cameroun par sa filiale Sic Cacaos spécialisée dans la transformation des fèves de cacao, le groupe suisse Barry Callebaut a signé une lettre d'intention matérialisant sa collaboration avec le Conseil interprofessionnel du cacao et du café (CICC). Ce partenariat va permettre aux jeunes producteurs d'être outillés sur des techniques modernes de culture pour une production plus grande et de qualité. Une feuille de route a été élaborée par Apollinaire Ngwé, président du CICC, pour pallier le déficit de transformation dans la filière cacao, dû à la faible organisation des producteurs. Barry Callebaut entend aider le CICC dans sa mise en œuvre.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo-Brazzaville : la SNPC signe des MoU avec deux sociétés pétrolières russes

À l'occasion du séjour de travail que vient d'effectuer le Président Sassou N'Gusso à Moscou, la Société nationale des pétroles du Congo (SNPC) a signé le 23 mai deux MoU avec les sociétés pétrolières russes *Pipe Metalurgical Company* et *Lukoil*. Le premier attribue à *Pipe Metalurgical Company* la construction d'un oléoduc visant à faciliter le transport des produits pétroliers entre Pointe-Noire, Loutété et Maloukou-Tréchet sur une distance de 500 km. Le second octroie à *Lukoil* des opportunités de participation aux projets d'exploration, de développement et de production d'hydrocarbures en République du Congo. Des contrats de financement devraient prochainement être conclus pour la réalisation desdits projets.

✉ Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ Zambie : octroi d'un prêt de 100 M USD par la Banque mondiale

Dans un communiqué de presse publié le mercredi 15 mai, la Banque mondiale a annoncé l'octroi d'un prêt destiné à financer l'amélioration de la gestion des ressources naturelles zambiennes. D'un montant de 100 M USD, ce prêt concessionnel d'une maturité de trente ans avec une période de grâce de cinq ans vise plus particulièrement à lutter contre la dégradation des forêts et des terres ainsi qu'à améliorer les infrastructures afin de renforcer la résilience des communautés aux chocs climatiques.

✉ lea.bettini@dgtresor.gouv.fr

▼ **Zimbabwe : La Banque centrale annonce l'obtention d'un prêt de 500 M USD**

La Banque centrale du Zimbabwe a annoncé dans un communiqué publié le lundi 20 mai, avoir obtenu un prêt de 500 M USD auprès de plusieurs banques internationales pour soutenir les transactions réalisées en devises et atténuer la pénurie de dollars qui frappe le pays. En février dernier, le pays a abandonné la parité de 1 pour 1 entre sa monnaie locale et le dollar américain. L'objectif de cette décision était de reconnaître la forte dévaluation de la monnaie locale par rapport au dollar américain observée ces derniers mois et de lutter contre le fort développement d'un marché parallèle de la devise. Actuellement, compte tenu de la pénurie de dollar américain dans l'économie zimbabwéenne, ce dernier se négociait à environ 3 unités de monnaie locale (le dollar RTGS – *Real Time Gross System*) sur le marché officiel, contre 6 sur le marché noir. A terme, ce prêt devrait permettre de stabiliser les taux de changes et les prix des biens et des services selon le gouverneur de la Banque centrale John Mangudya.

▼ **Côte d'Ivoire : financements supplémentaires de la Banque mondiale (BM) en faveur de l'emploi des jeunes**

Dans le cadre du Projet emploi jeune et développement des compétences (PEJEDEC), la BM a annoncé un financement additionnel de 100 M USD (90 M EUR). Ce fonds devrait être disponible au plus tard en juillet 2020 afin de poursuivre l'amélioration de l'accès à des emplois temporaires et offrir des opportunités de développement des compétences aux jeunes ivoiriens.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : appui financier au renouvellement de la flotte de camions de transport par la Banque mondiale (BM)**

La BM a mis à disposition une enveloppe de 50 Mds FCFA (770 M EUR) destinée à financer l'acquisition de nouveaux véhicules poids lourds, en remplacement de 300 anciens camions, pour le transport de marchandise. Ce projet s'inscrit dans le Projet d'appui à la modernisation du secteur des transports inscrit dans le programme Renaissance des infrastructures de Côte d'Ivoire. Il est à noter que ce projet servira de pilote à un renouvellement plus large de la flotte de taxis et de minibus circulant à Abidjan, dans le cadre du Projet de mobilité urbaine d'Abidjan.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : soutien de la Société générale au financement des PME**

Le secrétaire d'Etat chargé de la promotion des PME et le directeur général de la Société générale Côte d'Ivoire ont signé un accord à travers lequel la banque mettra 350 Mds FCFA (538 M EUR) à disposition des PME sur une période de 4 ans. Ce financement a pour objectif le développement des PME du pays. Cette action s'inscrit dans le 4^{ème} pilier du programme « Grow with Africa » de la Société générale.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée : un projet de productivité agricole soutenu par la Banque mondiale permet le financement d'équipements pour les paysans guinéens**

30 couveuses solaires, 2 séchoirs de fruits et une dizaine de fumoir de poissons ont été remis à des paysans lors d'une cérémonie officielle en présence du Président le 16 mai dernier. Ces dons, destinés à des centaines de bénéficiaires, s'inscrivent dans le cadre du Projet de productivité agricole en Afrique de l'Ouest financé par la Banque mondiale dans 13 pays de la CEDEAO, à hauteur de 40 M USD. Les équipements offerts devraient accroître la capacité de production et réduire les pertes post-récolte tout en améliorant les revenus des paysans. Le Chef de l'Etat a notamment rappelé l'importance du développement de la transformation agricole en Guinée.

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée : projet d'appui aux corps de contrôle de l'administration fiscale**

Le ministre de l'Economie et des Finances a échangé, le 22 mai 2019, avec les membres du comité de pilotage du Projet d'appui aux corps de contrôle de l'administration fiscale (PACCAF), financé par l'Union Européenne et Expertise France à hauteur de 2,9 M EUR pour une durée de 36 mois. Selon le ministre, la mise en œuvre du projet permettra de renforcer la transparence budgétaire à travers la réalisation et la mise à disposition d'une étude sur les actifs financiers de l'Etat.

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mali : le fonds Khalifa d'Abu Dhabi accorde un appui financier de 21 M EUR en faveur des PME/PMI basés en milieu rural**

Le Premier ministre et le Président du conseil d'administration du Fonds Khalifa pour le développement des entreprises ont finalisé la signature de plusieurs accords de financement d'un montant global de 21 M EUR. Ces accords concernent la coopération d'assistance mutuelle en douane, la culture, la défense et la sécurité et la coopération économique et technique. A travers ces conventions, le Mali s'engage à développer un environnement des affaires favorable à la mise en œuvre et le suivi des projets financés. Pour mémoire, ce Fonds pour le développement des entreprises a été lancé en 2007 aux Emirats arabes unis et vise à soutenir les PME/PMI.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sénégal : lancement d'une émission obligataire « Diaspora Bonds » pour le financement de logements**

La Banque de l'habitat du Sénégal a lancé le 16 mai 2019 une émission obligataire dénommée « Diaspora Bonds » afin de lever 20 Mds FCFA (30,5 M EUR) auprès de la diaspora sénégalaise. Cet emprunt permettra financer la construction des 100 000 logements sociaux promis par le Président de la République sur les cinq ans à venir. Le prix unitaire est de 10 000 FCFA (15 EUR) et la rémunération de 6,25% par an sur cinq ans.

✉ lucile.porte@dgtresor.gouv.fr

▼ Ouganda : retrait du financement allemand du fonds pour les réfugiés

Le 24 mai 2019, le gouvernement allemand, deuxième bailleur bilatéral de l'Ouganda, a annoncé le gel de son financement destiné au fonds gouvernemental pour les réfugiés à hauteur de 106 M USD par an. Ce fonds contribue à la mise en place de la politique d'accueil progressiste du pays qui compte environ 1,2 M de réfugiés principalement en provenance de RDC, du Soudan du Sud et du Burundi. En 2018, une enquête menée conjointement par les Nations unies, l'Office européen de lutte antifraude (OLAF) et le gouvernement ougandais a révélé des faits de détournements massifs des fonds et des ressources humanitaires de ce programme, ainsi que le gonflement des chiffres officiels sur le nombre de réfugiés présents en Ouganda. Le retrait du financement allemand vise à accélérer la procédure judiciaire des suspects impliqués dans ces malversations, plus de 15 mois après le début de l'enquête.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Rwanda : le gouvernement va investir 440 M USD en trois ans pour l'accès à l'eau potable

Le gouvernement du Rwanda vient d'annoncer son intention d'allouer 440 M USD pour des projets d'eau potable à travers le pays et rendre l'accès à l'eau potable universel en 2024. En détail, 282 M USD seront consacrés aux infrastructures hydrauliques des zones urbaines et 139 M USD aux projets d'approvisionnement en eau potable prévus dans les zones rurales. « Il y a environ huit nouvelles usines à construire. Une première usine de traitement sera terminée d'ici juin de l'année prochaine (2020). D'autres seront construites dans le cadre de la deuxième phase, et nous sommes en train de mener des études de faisabilité. La dernière usine de traitement de l'eau sera terminée d'ici 2022 », explique Aimé Muzola, directeur général de la *Water and Sanitation Corporation* (Wasac). Au total, Wasac prévoit de fournir 61 500 m³ d'eau supplémentaires dans les zones rurales au cours des trois prochaines années. L'objectif final est que tous les Rwandais puissent avoir accès à l'eau potable dans un pays où l'État subventionne déjà l'approvisionnement en eau potable à hauteur de 73%. Grâce à ces initiatives, des villes comme Kigali s'approchent de l'autosuffisance en eau potable.

✉ philippine.de-brevand@diplomatie.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Côte d'Ivoire : hausse de la transformation de noix de cajou dans le pays

Le directeur général du Conseil du coton et de l'anacarde (CAA) a indiqué que la transformation de noix de cajou sur le sol ivoirien a porté sur environ 130 000 tonnes en 2018. Cela représente le triple du stock transformé en 2017 et correspond à environ 18% de la récolte attendue cette saison. Pour rappel, le gouvernement a pour objectif d'atteindre un taux de transformation local de 50% d'ici 2020 et a donc instauré une prime de transformation et une allocation de 15% des volumes exportés en faveur de ses 20 unités de transformation locales.

✉ baptiste.palu@dgtresor.gouv.fr

▼ Mali : 9^{ème} comité exécutif de l'agriculture

Il ressort des conclusions de ce comité que plus de 10 millions de tonnes de céréales ont été produites lors de la dernière campagne 2018-2019 par les agriculteurs du pays, soit une hausse de 12% (contre 9 millions de tonnes à la campagne 2017-2018). Pour la campagne agricole 2019-2020, le pays anticiperait une production céréalière d'environ 11 M de tonnes.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ Ethiopie : organisation de la première semaine de l'eau et de l'énergie (EWEW)

Le ministère éthiopien de l'Eau, de l'Irrigation et de l'Electricité organisera du 17 au 20 juin 2019 un séminaire dédié à aux thématiques de l'eau (irrigation, programme WASH et bassins hydrographiques) et de l'énergie en Éthiopie. Cet évènement de haut niveau permettra aussi de présenter la stratégie du gouvernement éthiopien en matière de PPP dans ces secteurs.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ Energie et matières premières

▼ Mali : énergie du Mali apure 137 M EUR de sa dette intérieure

Energie du Mali (EDM), la compagnie nationale d'électricité, vient de s'acquitter d'une partie de sa dette. Elle vient de régler à hauteur de 90 Mds de FCFA (137 M EUR), les arriérés dus aux principaux fournisseurs d'électricité. A travers cette initiative, EDM espère réduire la fréquence des délestages électriques avant l'approche de la saison hivernale. Ainsi, EDM réduit significativement l'encours de sa dette évalué 500 M EUR en 2018. Notons qu'en septembre 2018, la compagnie avait mis en place un plan d'apurement de ses arriérés de paiement visant à limiter les déficits de production d'électricité de ses sous-traitants.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ Mauritanie : inauguration de la centrale hybride solaire/thermique de Kiffa

Cofinancée par l'AFD et l'UE, la centrale solaire/thermique de Kiffa (Sud, à 600 km de Nouakchott) a coûté au total 8,6 Mds UM (23,8 M EUR), financés par un prêt concessionnel de l'AFD de 6,9 Mds UM (19 M EUR) et une subvention de l'UE d'un montant de 1,7 Md UM (4,8 M EUR). Cette station, réalisée par le groupement ABC-VERGNET (France), comporte plusieurs composantes à savoir des installations du génie civil, 4 groupes électriques fonctionnant au carburant, 4320 panneaux solaires d'une capacité de 1,3 MW, un système de contrôle et une station de décharge électrique d'une capacité de 33 kilovolts.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ Industries

Services

▼ Cameroun : la Centrale Hydroélectrique de Mekin désormais fonctionnelle

Depuis sa mise sous tension le vendredi 24 mai 2019 par Gaston Eloundou Essomba, ministre de l'Eau et de l'Energie, la centrale hydroélectrique de Mekin est désormais fonctionnelle et alimente les villes de Meyomessala et Sangmélima dans le sud du pays. Pour rappel, cette centrale dispose d'une capacité de production de 15 MW.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : le taux de pénétration de la téléphonie mobile au Niger a stagné à 45,5% entre 2017 et 2018

Selon le ministre nigérien des Postes, des Télécommunications et de l'Economie numérique, le taux de pénétration de la téléphonie mobile au Niger se situe à 45,5% en 2018, tout comme en 2017, malgré un taux de couverture de 92,2% en 2018. En comparaison, entre 2016 et 2017, une hausse de 6,9% avait été observée. Malgré cette stagnation, le ministre estime que de nombreux efforts ont été faits en 2018 pour améliorer la couverture du réseau téléphonique au Niger, notamment l'adoption de la loi portant réglementation des communications électroniques et de la poste, celle portant sur les transactions électroniques, ainsi que le projet de loi sur la cybercriminalité en cours d'adoption.

✉ cossuc@afd.fr

▼ Niger : augmentation du capital de la compagnie nigérienne d'assurances CAREN

La Compagnie d'assurances et de réassurances du Niger (CAREN) a procédé, à hauteur de 2 Mds FCFA (3 M EUR), à une augmentation de son capital social qui est ainsi passé à 3 Mds FCFA (4,5 M EUR). CAREN est une société agréée pour présenter des opérations d'assurances dommages créée en juin 1988 avec un capital de 100 M FCFA (152 449 EUR).

✉ cossuc@afd.fr

▼ Sénégal : hausse du bilan de la banque nationale pour le développement économique (BNDE)

La BNDE a enregistré un total bilan de 175 Mds FCFA (266,8 M EUR) en 2018, contre 141 Mds FCFA (215 M EUR) en 2017, soit une hausse de 24% en g.a. Le résultat net de la BNDE est passé de 1,6 Md FCFA (2,4 M EUR) en 2017 à 2,2 Mds FCFA (3,3 M EUR) en 2018. En 2018, la banque a injecté environ 30 Mds FCFA (45,7 M EUR) dans des projets tels que le programme des domaines agricoles communautaires (PRODAC), le port autonome de Dakar (PAD), le train express régional (TER) et l'aéroport international Blaise Diagne. Les financements au secteur agricole représentent 35% du portefeuille de la banque, les transports 22%, les BTP 6% et les services 5%.

✉ lucile.porte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : Partenariat entre *Ethiopian Airlines* et le gouvernement ghanéen**

Le gouvernement ghanéen et la société publique éthiopienne ont signé un accord en vue de créer un nouveau transporteur national au Ghana qui serait conjointement détenu par *Ethiopian Airlines* (49%), le gouvernement ghanéen (10%) et des investisseurs privés ouest-africains (41%). *Ethiopian Airlines*, qui dispose déjà de parts dans les compagnies *Asky* (Togo), *Tchadia Airlines*, *Malawian Airlines* et *Ethiopian Mozambique Airlines*, a aussi récemment signé des accords avec les gouvernements zambien et guinéen en vue d'établir de nouvelles compagnies aériennes.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ Cameroun : Abdoulaye Seck remplace Elisabeth Huybens à la tête des opérations de la Banque Mondiale au Cameroun

Abdoulaye Seck, nouveau directeur des opérations de la Banque mondiale au Cameroun, prendra ses fonctions en juillet 2019. Il remplacera Elisabeth Huybens en poste depuis juillet 2015. Il était précédemment en poste en Moldavie.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : de nouveaux responsables à la tête de la compagnie aérienne nationale *Camair Co*

De nouveaux dirigeants ont été nommés et installés à l'occasion de la réunion du conseil d'administration de *Camair Co*. Jean Ernest Masséna Ngalle Bibehe, ministre des Transports est nommé président dudit conseil et Louis Georges Njipendi Kuotu en est le nouveau directeur général. Pour rappel, en difficultés financières, la compagnie aérienne a arrêté ses vols à destination des capitales d'Afrique centrale et de l'ouest ; seuls les vols nationaux ont été maintenus mais font l'objet d'annulations régulières.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo-Brazzaville : Le Président Denis Sassou N'Guesso a effectué une visite d'État en Russie

Au cours de la visite d'État qu'il vient d'effectuer en Russie, le Président Denis Sassou N'Guesso s'est adressé aux députés russes le 21 mai au siège de la Douma, saisissant l'occasion pour encourager la Fédération de Russie à renforcer son partenariat avec le Congo-Brazzaville. Le président congolais a également échangé avec son homologue russe le 23 mai avant d'assister à la signature de plusieurs accords, notamment dans les domaines des hydrocarbures, du nucléaire et de la défense. Le chef de l'État congolais a été distingué docteur *honoris causa* à l'Institut des relations internationales de Moscou pour son implication dans la recherche de la paix en Afrique.

✉ Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée équatoriale : assemblées annuelles de la BAfD du 11 au 14 juin 2019 à Malabo

Les assemblées annuelles de la BAfD se tiendront au centre de conférence de Sipopo du 11 au 14 juin 2019 à Malabo. Le thème retenu pour cette rencontre est « L'intégration régionale pour la prospérité économique de l'Afrique », l'une des cinq priorités stratégiques de la BAfD. Cet événement, qui représente pour les gouvernements, les entreprises, la société civile, les universitaires et les médias un forum de dialogue sur les questions du développement en Afrique, devrait réunir 3 000 participants.

✉ arthur.berthet@diplomatie.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : lancement de la 8^{ème} édition de la « *CGECI Academy* »

Le président de la CGECI (Confédération générale des entreprises de Côte d'Ivoire), a officiellement annoncé la tenue de la prochaine édition du forum économique « *CGECI Academy* » du 17 au 18 octobre 2019. Ce forum est l'un des plus grands du secteur privé ivoirien. Plus de 5 000 participants, dont 1 000 chefs d'entreprises, sont attendus autour du thème : « Environnement des affaires : quel modèle à privilégier pour le développement des entreprises en Afrique ».

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ Gambie : organisation d'un 1^{er} forum des chefs d'entreprise du 23 au 25 juillet

L'Institut de formation en gestion (*Management Development Institute*), en collaboration avec l'Agence gambienne de promotion des investissements et des exportations (GIEPA) et la Chambre de commerce et d'industrie (GCCCI) vont organiser la première conférence des chefs d'entreprise du 23 au 25 juillet prochains. Ce forum réunira des chefs d'entreprise, des décideurs politiques et des institutions financières et comprendra des sessions thématiques notamment sur les secteurs du tourisme, des TIC, de l'agroalimentaire et de la pêche.

✉ lucile.porte@dgtresor.gouv.fr

▼ « *Ambition Africa* » 2019 à Paris du 09 au 10 octobre 2019

Placée sous le patronage du Président de la République Emmanuel Macron, la 1^{ère} édition d'« *Ambition Africa* » avait rassemblé à Paris en octobre 2018 plus de 1 000 participants français et africains en provenance de 38 pays d'Afrique. L'édition de cette année se déroulera du 09 au 10 octobre 2019 à Paris en présence de ministres, d'ambassadeurs, de délégations d'entreprises venant de l'ensemble du continent africain. Ce rendez-vous d'affaires, en format B2B pour faciliter les courants d'affaires entre entreprises françaises et africaines, s'articulera autour de différents ateliers thématiques, sectoriels et transversaux pour comprendre les enjeux de l'Afrique et ses opportunités. Pour en savoir plus : www.ambition-africa.com.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr

anne.cussac@diplomatie.gouv.fr

tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à : objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

